

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1er avril 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

F. 87 — 751

18 MARS 1987. — Arrêté royal établissant le nouveau texte de l'arrêté du 2 nivôse an XII relatif à l'établissement et à l'organisation des chambres des notaires

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 50 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les dispositions qui suivent remplacent le texte de l'arrêté du 2 nivôse an XII relatif à l'établissement et à l'organisation des chambres des notaires.

NOUVEAU TEXTE DE L'ARRETE DU 2 NIVOSE AN XII RELATIF A L'ETABLISSEMENT ET A L'ORGANISATION DES CHAMBRES DES NOTAIRES

Les chambres des notaires et leurs attributions

Article 1er. Il sera établi auprès de chaque tribunal civil de première instance, et dans son chef-lieu, une chambre des notaires de son ressort, pour leur discipline intérieure.

Art. 2. Les attributions de la chambre seront :

1° de maintenir la discipline intérieure entre les notaires, et de prononcer l'application de toutes les censures et autres dispositions de discipline;

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 april 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
J. GOL

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
J. GOL

N. 87 — 751

18 MAART 1987. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de nieuwe tekst van het besluit van 2 nivôse jaar XII betreffende de instelling en de organisatie van de kamers van notarissen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 50 van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De hiernavolgende bepalingen komen in de plaats van het besluit van 2 nivôse jaar XII betreffende de instelling en de organisatie van de kamers van notarissen.

NIEUWE TEKST VAN HET BESLUIT VAN 2 NIVOSE JAAR XII BETREFFENDE DE INSTELLING EN DE ORGANISATIE VAN DE KAMERS VAN NOTARISSSEN

De kamers van notarissen en hun bevoegdheid

Artikel 1. In de hoofdplaats van elk arrondissement wordt bij de rechtbank van eerste aanleg een kamer ingesteld tot handhaving van de tucht onder de notarissen van het rechtsgebied.

Art. 2. De kamer heeft tot taak :

1° de tucht onder de notarissen te handhaven en de censuur en andere tuchtstraffen op te leggen;

(^o) *Session ordinaire 1980-1981.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi n° 788-1, du 11 mars 1981, déposée par M. Verhaegen.

Session ordinaire 1982-1983.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Rapport n° 368-2 du 24 février 1983, de M. Collignon.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 1er mars 1983. — Adoption. Séance du 3 mars 1983.

Session ordinaire 1982-1983.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 442-1, du 3 mars 1983.

Session ordinaire 1986-1987.

Sénat.

Documents parlementaires. — Rapport n° 506-2 de Mme Delruelle-Ghobert, du 6 février 1987.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 16 mars 1987. — Adoption. Séance du 19 mars 1987.

(^o) *Gewone zitting 1980-1981.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel nr. 788-1, van 11 maart 1981, door de heer Verhaegen.

Gewone zitting 1982-1983.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Verslag nr. 368-2 van 24 februari 1983, door de heer Collignon.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 1 maart 1983. — Aanneming. Vergadering van 3 maart 1983.

Gewone zitting 1982-1983.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 442-1, van 3 maart 1983.

Gewone zitting 1986-1987.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Verslag nr. 506-2 van 6 februari 1987, van Mevr. Delruelle-Ghobert.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 16 maart 1987. — Aanneming. Vergadering van 19 maart 1987.

2° de prévenir ou concilier tous différends entre notaires, et notamment ceux sur des communications, remises, dépôts et rétentions de pièces, fonds et autres objets quelconques; sur des questions soit de réception et garde des minutes, soit de préférence ou concurrence dans les inventaires, partages, ventes ou adjudications et autres actes et, en cas de non-conciliation, d'émettre son opinion par simple avis;

3° de prévenir ou concilier également toutes plaintes et réclamations de la part de tiers contre des notaires, à raison de leurs fonctions; donner son avis sur les dommages-intérêts qui en résulteraient, et réprimer, par voie de censure et autres dispositions de discipline, toutes infractions qui en seraient l'objet, sans préjudice de l'action devant les tribunaux, s'il y a lieu;

4° d'assurer le contrôle de la comptabilité des notaires, sans préjudice du droit du procureur du Roi de se faire représenter par les notaires leur comptabilité;

5° de prendre toutes mesures propres à faire face, dans les limites et conditions qu'elle déterminera, aux obligations résultant de la responsabilité professionnelle des notaires;

6° de donner, comme tiers, son avis sur les difficultés concernant le règlement des honoraires et vacations des notaires, ainsi que sur tous différends soumis à cet égard au tribunal civil;

7° de délivrer ou refuser, s'il y a lieu, tous certificats de bonnes mœurs et capacité à elle demandés par les aspirants qui se présenteront pour être admis aux fonctions de notaire; prendre à ce sujet toutes délibérations, ou donner tous avis motivés, les adresser ou communiquer à qui de droit;

8° de recevoir en dépôt les états des minutes dépendantes des places de notaire supprimées;

9° et enfin de représenter tous les notaires de l'arrondissement collectivement, sous les rapports de leurs droit et intérêts communs.

Organisation de la chambre

Art. 3. Chaque chambre des notaires sera composée de membres désignés par eux parmi les notaires de l'arrondissement.

Leur nombre est fixé à neuf lorsque celui des notaires du ressort de la chambre sera au-dessus de cinquante, et à sept lorsqu'il sera au-dessous.

Art. 4. Les membres de la chambre ne pourront délibérer valablement qu'autant que ceux présents et votants seront au moins au nombre de sept pour les chambres composées de neuf membres, et de cinq pour les autres chambres.

Art. 5. Les membres de la chambre choisiront entre eux :

1° un président, qui aura voix prépondérante en cas de partage d'opinions; il convoquera la chambre extraordinairement, quand il le jugera à propos, ou sur la réquisition motivée de deux autres membres; il aura la police d'ordre dans la chambre;

2° un syndic, qui sera partie poursuivante contre les notaires inculpés; il sera entendu préalablement à toutes délibérations de la chambre, qui sera tenue de délibérer sur tous ses réquisitoires; il aura, comme le président, le droit de la convoquer; il poursuivra l'exécution de ses délibérations, dans la forme ci-après déterminée, et agira, pour la chambre, dans tous les cas et conformément à ce qu'elle aura délibéré;

3° un rapporteur, qui recueillera les renseignements sur les affaires contre les notaires inculpés, et en fera rapport à la chambre;

4° un secrétaire, qui rédigera les délibérations de la chambre, qui sera le gardien des archives et délivrera toutes les expéditions;

5° un trésorier, qui tiendra la bourse commune ci-après établie, fera les recettes et dépenses autorisées par la chambre: il en rendra compte, à la fin de chaque trimestre, à la chambre assemblée, qui les arrêtera ainsi que de droit, et lui en donnera sa décharge.

Art. 6. Le nombre des membres qui doivent composer les chambres des notaires, d'après l'article 3, celui qui, d'après l'article 4, est nécessaire à la validité des délibérations de la chambre, pourront être, suivant les localités, réduits ou augmentés par le Roi.

Le nombre des syndics pourra être porté à deux pour les chambres dont le ressort comprendra plus de cinquante notaires.

2° geschillen tussen notarissen te voorkomen of bij te leggen, onder meer die over de mededeling, afgifte, bewaring en terughouding van stukken, gelden en welke andere zaken ook, alsook die over het verlijden van akten en bewaren van minuten, de voorrang of samenwerking bij boedelbeschrijving, verdeling, verkoop of veiling en andere handelingen en, bij gebreke van minnelijke schikking, haar gevoelen te uiten bij enkel advies;

3° alle klachten en aanspraken van derden tegen notarissen in verband met de uitoefening van hun ambt te voorkomen of daaromtrent een minnelijke schikking tot stand te brengen, advies te geven over de vergoeding van de schade die daaruit mocht ontstaan en, door middel van censuur en andere tuchtstraffen, alle desbetreffende overtredingen tegen te gaan, onverminderd de vordering die voor de rechter kan worden ingesteld, indien daartoe grond bestaat;

4° toezicht te houden op de boekhouding van de notarissen, onverminderd het recht van de procureur des Konings om zich daarvan door de notarissen inzage te doen geven;

5° alle geschikte maatregelen te nemen om te verzekeren dat de notarissen, binnen de grenzen en onder de voorwaarden die zij bepaalt, zullen voldoen aan de verbintenissen die voortvloeien uit hun beroepsaansprakelijkheid;

6° als derde advies te geven over moeilijkheden in verband met de vereffening van het honorarium en de vacaties van de notarissen, alsook over alle desbetreffende geschillen die aan de burgerlijke rechtbank onderworpen zijn;

7° getuigschriften van goed zedelijk gedrag en bekwaamheid, aangevraagd door sollicitanten voor het ambt van notaris, af te geven of te weigeren indien daartoe aanleiding bestaat, daaromtrent besluiten te nemen of met redenen omklede adviezen te geven en ze te zenden of mee te delen aan wie het aangaat;

8° de staten van de minuten van opgeheven notariskantoren in bewaring te nemen;

9° en ten slotte de gezamenlijke notarissen van het arrondissement te vertegenwoordigen met betrekking tot hun gemeenschappelijke rechten en belangen.

Samenstelling van de kamer

Art. 3. De leden van de kamer worden door de notarissen van het arrondissement uit hun midden gekozen.

Hun aantal wordt vastgesteld op negen wanneer het arrondissement meer dan vijftig notarissen en op zeven wanneer het minder dan vijftig notarissen telt.

Art. 4. Om op geldige wijze te beraadslagen en te besluiten moeten in de kamer van negen leden ten minste zeven en in de andere kamers ten minste vijf leden aanwezig zijn en aan de stemming deelnemen.

Art. 5. De leden van de kamer kiezen uit hun midden :

1° een voorzitter; zijn stem is beslissend bij staking van stemmen; hij roept de kamer in buitengewone vergadering bijeen wanneer hij het raadzaam acht of op gemotiveerd verzoek van twee leden; hij handhaaft de orde in de kamer;

2° een syndicus; deze treedt op als vervolgende partij tegen de notarissen aan wie enig feit ten laste wordt gelegd; hij wordt gehoord voordat er enige beslissing genomen wordt door de kamer, die verplicht is over al zijn vorderingen te beraadslagen en te beslissen; hij heeft, evenals de voorzitter, het recht om de kamer bijeen te roepen; hij draagt zorg voor de uitvoering van de beslissingen van de kamer zoals hierna is bepaald en treedt in alle gevallen op namens de kamer, overeenkomstig de door haar genomen beslissing;

3° een verslaggever; deze wint inlichtingen in over de feiten die aan notarissen ten laste worden gelegd en brengt verslag uit aan de kamer;

4° een secretaris; deze notuleert de besluiten van de kamer, bewaart het archief en verstrekt de uitgaven;

5° een penningmeester; deze houdt de bij dit besluit ingestelde gemeenschappelijke kas, doet de ontvangsten en uitgaven door de kamer goedgekeurd; aan het eind van elk kwartaal doet hij rekening aan de bijeengeroepen kamer, die ze vaststelt als naar recht en hem kwijtjng verleent.

Art. 6. Het aantal leden waaruit de kamer van notarissen volgens artikel 3 moet bestaan, en het aantal leden dat volgens artikel 4 vereist is voor de geldigheid van de beraadslagingen en besluiten van een kamer, kunnen, voor een bepaalde plaats, door de Koning worden verminderd of vermeerderd.

Er kunnen twee syndici zijn in kamers waarvan het gebied meer dan vijftig notarissen telt.

Art. 7. Indépendamment des attributions particulières données aux membres désignés dans l'article 5, chacun d'eux aura voix délibérative, ainsi que les autres membres, dans toutes les assemblées de la chambre; et néanmoins, lorsqu'il s'agira d'affaires où le syndic sera partie contre un notaire inculpé, le syndic n'aura que voix consultative, et ne sera point compté parmi les votants, à moins que son opinion ne soit à décharge.

Art. 8. Les fonctions spéciales attribuées par l'article 5 à chacun des membres dont il ordonne la création, pourront être cumulées lorsque le nombre des membres composant la chambre sera au-dessous de sept; et néanmoins les fonctions de président, de syndic et de rapporteur seront toujours exercées par trois personnes différentes.

Quel que soit le nombre de membres composant la chambre, la même cumulation de fonctions pourra avoir lieu momentanément, en cas d'absence ou empêchement de quelqu'un des membres désignés dans l'article 5, lesquels, pour ce cas, se suppléeront entre eux, ou pourront même être suppléés par tel autre membre de la chambre.

Les suppléants momentanés seront nommés par le président de la chambre, ou, s'il est absent, par la majorité des membres présents en nombre suffisant pour délibérer.

Pouvoirs de la chambre dans les moyens de discipline

Art. 9. La chambre prononcera par voie de décision pour les cas de police et discipline intérieure.

Art. 10. La chambre mandera les notaires à ses séances, prononcera contre eux, par forme de discipline, et suivant la gravité des cas, soit le rappel à l'ordre, soit la censure simple par la décision même, soit la censure avec réprimande par le président aux notaires en personne, dans la chambre assemblée, soit la privation de voix délibérative dans l'assemblée générale, soit l'interdiction de l'entrée de la chambre pendant un espace de temps qui ne pourra excéder trois ans pour la première fois, et qui pourra s'étendre à six ans en cas de récidive.

Art. 11. Si l'inculpation portée à la chambre contre un notaire paraît assez grave pour mériter la suspension du notaire inculpé, la chambre s'adjoindra, par la voie du sort, d'autres notaires de son ressort : savoir, un nombre égal, plus un, à celui de ses membres.

La chambre ainsi composée émettra, par forme de simple avis et à la majorité absolue des voix, son opinion sur la suspension et sa durée.

Les voix seront recueillies, en ce cas, au scrutin secret, par oui ou par non; mais l'avis ne pourra être formé, si les deux tiers au moins de tous les membres appelés à l'assemblée n'y sont présents.

Art. 12. Quand l'avis émis par la majorité des membres de la chambre sera pour la suspension, il sera déposé au greffe du tribunal; expédition en sera remise au procureur du Roi, qui en fera l'usage prescrit par la loi.

Mode de procéder en la chambre

Art. 13. Le syndic déférera à la chambre les faits relatifs à la discipline; et il sera tenu de les lui dénoncer, soit d'office, quand il en aura eu connaissance, soit sur la provocation des parties intéressées, soit sur celle d'un des membres de la chambre.

Les notaires inculpés seront cités à la chambre avec délai suffisant, qui ne pourra être au-dessous de cinq jours, à la diligence du syndic, par une simple lettre indicative de l'objet, signée de lui, et envoyée par le secrétaire qui en tiendra note.

Si le notaire ne comparait point sur la lettre du syndic, il sera cité une seconde fois dans le même délai, à la même diligence, par ministère d'huissier de justice.

Art. 14. Quant aux différends entre notaires, et aux difficultés sur lesquelles la chambre est chargée d'émettre son avis, les notaires pourront se présenter contradictoirement, et sans citation préalable, aux séances de la chambre; ils pourront également y être cités, soit par simples lettres indicatives des objets, signées des notaires provocants, et renvoyées par le secrétaire, auquel ils en laisseront les doubles, soit par des citations ordinaires, dont ils déposeront les originaux au secrétariat. Ces citations officielles, ou par lettres, seront données avec les mêmes délais que celles du syndic, après avoir été préalablement soumises au visa du président de la chambre.

Art. 7. De in artikel 5 genoemde leden hebben, naast hun bijzondere bevoegdheid, in alle vergaderingen van de kamers stemrecht zoals de andere leden; wanneer de syndicus als partij optreedt tegen een notaris aan wie enig feit ten laste wordt gelegd, heeft hij slechts raadgevende stem, die echter medebeslissend wordt als hij zich ten gunste van de notaris uitspreekt.

Art. 8. Cumulatie van de bijzondere ambten die volgens artikel 5 aan verschillende leden moeten worden toegewezen is mogelijk wanneer de kamer uit minder dan zeven leden bestaat; de ambten van voorzitter, syndicus en verslaggever worden echter altijd door drie verschillende personen bekleed.

Ongeacht het aantal leden van de kamer, is die cumulatie tijdelijk mogelijk bij afwezigheid of verhindering van een van de in artikel 5 genoemde leden; in zodanig geval vervangen die leden elkaar of kunnen zelfs door een ander lid van de kamer worden vervangen.

De tijdelijke plaatsvervangers worden benoemd door de voorzitter van de kamer of, bij zijn afwezigheid, door de meerderheid van de aanwezige leden, voor zover hun getal voldoende is voor het nemen van een geldig besluit.

Bevoegdheid van de kamers in tuchtzaken

Art. 9. In zaken van orde en tucht doet de kamer uitspraak bij wege van beslissing.

Art. 10. De kamer roept de notaris op en spreekt, al naar de ernst van het geval, een van de volgende tuchtstraffen tegen hem uit: terechtwijzing, enkele censuur, censuur met berisping van de notaris in zijn aanwezigheid uit te spreken door de voorzitter voor de vergaderde kamer, verlies van stemrecht in de algemene vergadering, niet-toelating tot de kamer gedurende ten hoogste drie jaar de eerste maal en ten hoogste zes jaar in geval van herhaling.

Art. 11. Indien de tenlastelegging ernstig genoeg lijkt om schorsing van een notaris te wettigen, voegt de kamer zich door loting zoveel notarissen uit haar ambtsgebied toe als zij zelf leden telt, vermeerderd met één.

De aldus samengestelde kamer spreekt bij enkel advies en bij volstreekte meerderheid van stemmen haar gevoelen uit over de schorsing en over de duur ervan.

In dat geval wordt bij geheime stemming met ja of neen gestemd; doch het advies kan niet worden uitgebracht indien niet ten minste twee derde van alle tot de vergadering opgeroepen leden aanwezig zijn.

Art. 12. Wanneer de meerderheid der leden van de kamer zich voor schorsing uitspreekt, wordt dit advies ter griffie van de rechtbank neergelegd; een uitgifte wordt bezorgd aan de procureur des Konings, die handelt overeenkomstig de wet.

Procedure voor de kamer

Art. 13. De syndicus brengt de feiten die de tucht raken, voor de kamer; hij doet zulks, hetzij ambtshalve, wanneer zij te zijner kennis zijn gekomen, hetzij op verzoek van een belanghebbende of van één der leden van de kamer.

De notaris aan wie enig feit ten laste wordt gelegd, wordt met inachtneming van een voldoende termijn, ten minste vijf dagen, door de zorg van de syndicus voor de kamer gedagvaard bij een gewone brief waarin het feit wordt omschreven; die brief wordt door de syndicus ondertekend en verzonden door de secretaris, die daarvan aantekening houdt.

Indien de notaris niet verschijnt op de dagvaarding bij brief, wordt hij op verzoek van de syndicus opnieuw gedagvaard door een gerechtsdeurwaarder, met inachtneming van dezelfde termijn.

Art. 14. Ter zake van geschillen tussen notarissen en van moeilijkheden waarover de kamer advies moet geven, kunnen de betrokken notarissen gezamenlijk op een zitting van de kamer verschijnen zonder voorafgaande dagvaarding; zij kunnen ook gedagvaard worden, hetzij bij een gewone brief met aanduiding van de geschilpunten, ondertekend door de verzoekende notarissen en verzonden door de secretaris, die van hen tevens een duplicaat ter bewaring ontvangt, hetzij bij een gewone dagvaarding waarvan het origineel op het secretariaat wordt neergelegd. De dagvaarding bij deurwaardersexploot of bij brief, voorzien van het visum van de voorzitter van de kamer, geschiedt met inachtneming van dezelfde termijn als die welke geldt voor de syndicus.

Art. 15. La chambre prendra ses délibérations dans les affaires particulières, après avoir entendu ou dûment appelé, dans la forme ci-dessus prescrite, les notaires inculpés ou intéressés, ensemble les tierces parties qui pourront être entendues, et qui, dans tous les cas, pourront se faire représenter ou assister par un notaire.

Les délibérations de la chambre seront motivées et signées sur la minute par le président et le secrétaire, à la séance même où elles seront prises.

Chaque délibération contiendra les noms des membres présents.

Les délibérations de la chambre seront notifiées, quand il y aura lieu, dans la même forme que les citations, et il en sera fait mention par le secrétaire, en marge desdites délibérations.

Art. 16. Les assemblées de la chambre se tiendront en un local à ce destiné dans la ville où elle sera établie.

Chaque année il y aura de droit deux assemblées générales, et il pourra y en avoir d'autres extraordinaires toutes les fois que les circonstances l'exigeront et que la chambre le jugera convenable.

Les assemblées générales ou extraordinaires seront convoquées conformément aux dispositions rappelées en l'article 5. Tous les notaires du ressort de la chambre seront invités à s'y rendre, soit pour les nominations dont parle l'article 18 ci-après, soit pour se concerter sur ce qui intéressera l'exercice de leurs fonctions.

Art. 17. Il ne pourra être pris de délibération en assemblée générale qu'autant que le nombre des notaires présents sera au moins du tiers de tous ceux du ressort de la chambre, non compris dans ce tiers les membres de la chambre.

*Nomination des membres de la chambre
et durée de leurs fonctions*

Art. 18. Les membres de la chambre seront nommés par l'assemblée générale des notaires de son ressort, convoqués à cet effet.

La motiè desdits membres sera choisie dans les plus anciens en exercice, formant le tiers de tous les notaires du ressort.

La nomination aura lieu à la majorité absolue des voix, au scrutin secret, et par bulletin de liste, contenant un nombre de noms qui ne pourra excéder celui des membres à nommer.

Art. 19. Les membres de la chambre seront renouvelés chaque année, et par tiers, pour les nombres qui comportent cette division, et par portions approchant le plus du tiers pour les autres nombres, en faisant alterner, chaque année, les portions inférieures et supérieures au tiers, mais en commençant par les inférieures, et de manière que, dans tous les cas, aucun membre ne puisse rester en fonctions plus de trois ans consécutifs;

Les deux premiers renouvellements seront indiqués par le sort, les autres par l'ancienneté de nomination.

Art. 20. Les membres désignés pour composer la chambre nommeront entre eux, en suivant le mode de l'article 18, les président et autres officiers dont parle l'article 5. Le président sera toujours pris parmi les membres de la chambre qui se rattachent aux deux premiers tiers de tous les notaires du ressort.

Cette nomination particulière se renouvellera chaque année; les membres pourront être réélus; à égalité de voix, le plus ancien d'âge obtiendra la préférence.

Art. 21. La nomination des membres de la chambre par l'assemblée générale se fera dans les quinze premiers jours du mois de mai. Dans les quinze jours de cette assemblée, les membres de la chambre se réuniront pour nommer le président et les autres officiers qui entreront en fonction immédiatement.

Fonds pour les dépenses de la chambre

Art. 22. Il y aura une bourse commune pour les dépenses de la chambre.

Elle sera établie de manière qu'elle n'excède pas les dépenses nécessaires, y compris les charges de défense professionnelle et celles découlant des mesures prises en vertu de l'article 2, 5^e.

Elle sera consentie par l'assemblée générale, répartie sur les divers membres de l'arrondissement, et le rôle rendu exécutoire par le premier président de la Cour d'appel du ressort, sur le rapport et d'après l'avis du procureur général près la même cour.

L'arrêté qui aura ainsi établi la bourse commune sera adressé au Ministre de la Justice qui prononcera sur les réclamations.

Art. 15. Over zaken die particulieren aangaan, beslist de kamer na verhoor of behoorlijke oproeping in de hierboven bepaalde vorm, van de notaris aan wie enig feit ten laste wordt gelegd of die belang heeft bij de zaak, alsmede van de derden die wensen gehoord te worden; dezen kunnen zich steeds doen vertegenwoordigen of bijstaan door een notaris.

De beslissing van de kamer wordt met redenen omkleed en door de voorzitter en de secretaris op de minuut getekend ter zitting waarop zij wordt genomen.

In elke beslissing worden de namen van de aanwezige leden vermeld.

Van de beslissing van de kamer wordt zo nodig kennis gegeven, in dezelfde vorm als voor de dagvaarding is voorgeschreven; de secretaris maakt melding van de kennisgeving op de kant van de beslissing.

Art. 16. De kamer houdt haar vergaderingen in een daartoe bestemd lokaal in de stad waar zij gevestigd is.

Elk jaar zijn er twee algemene vergaderingen; bovendien kunnen er buitengewone algemene vergaderingen worden gehouden telkens als de omstandigheden het vergen en de kamer het raadzaam acht.

De gewone en de buitengewone algemene vergaderingen worden overeenkomstig het bepaalde in artikel 5 bijeengeroepen. Alle notarissen die tot het ambtsgebied van de kamer behoren, worden daarop uitgenodigd om zich uit te spreken over de benoemingen bedoeld in artikel 18 of om zich te beraden over aangelegenheden die de uitoefening van hun ambt betreffen.

Art. 17. De algemene vergadering kan alleen dan een beslissing nemen wanneer van de notarissen uit het ambtsgebied van de kamer ten minste één derde aanwezig is, de leden van de kamer niet meegerekend.

*Benoeming der leden van de kamer
en duur van hun ambt*

Art. 18. De leden van de kamer worden benoemd door de algemene vergadering van de notarissen uit het ambtsgebied van de kamer, die daartoe worden opgeroepen.

De helft van die leden wordt gekozen uit de groep der oudstbenoemden die samen één derde uitmaken van alle notarissen uit het ambtsgebied.

De benoeming geschiedt bij volstreckte meerderheid, bij geheime stemming en met gebruikmaking van één enkel stembiljet, waarop niet meer namen mogen voorkomen dan er leden te benoemen zijn.

Art. 19. De kamer wordt elk jaar voor één derde hernieuwd; is het getal der leden niet deelbaar door drie, dan treedt afwisselend elk jaar een aantal leden af dat onmiddellijk kleiner of groter is dan één derde, met dien verstande dat het eerste jaar het kleinste en het volgende jaar het grootste aantal aftreedt en dat geen enkel lid langer dan drie opeenvolgende jaren kan aanblijven.

De eerste twee hernieuwingen geschieden door loting, de volgende naar anciënniteit.

Art. 20. De tot lid van de kamer benoemde notarissen kiezen uit hun midden, op de wijze bepaald in artikel 18, de voorzitter en al de andere in artikel 5 bedoelde ambtsdragers. De voorzitter wordt steeds gekozen uit de groep der oudstbenoemden die twee derde van alle notarissen uit het ambtsgebied uitmaakt.

Die bijzondere verkiezing wordt elk jaar gehouden; dezelfde personen kunnen opnieuw gekozen worden; bij staking van stemmen is de oudste in jaren verkozen.

Art. 21. De benoeming van de leden van de kamer door de algemene vergadering geschiedt binnen de eerste vijftien dagen van de maand mei. Binnen vijftien dagen na die vergadering komen de leden van de kamer samen om de voorzitter en de andere ambtsdragers te benoemen; dezen aanvaarden onmiddellijk hun ambt.

Geldmiddelen voor de uitgaven van de kamer

Art. 22. Er is een gemeenschappelijke kas voor de uitgaven van de kamer.

Er wordt zorg gedragen dat het bedrag van de kas niet hoger is dan dat van de noodzakelijke uitgaven, met inbegrip van de kosten voor de verdediging van de beroepsbelangen en de lasten veroorzaakt door de maatregelen genomen krachtens artikel 2, 5^e.

Het in de kas te storten bedrag wordt door de algemene vergadering vastgesteld en over de leden omgeslagen; de rol wordt door de eerste voorzitter van het Hof van beroep van het ambtsgebied uitvoerbaar verklaard op verslag en overeenkomstig het advies van de procureur-generaal bij hetzelfde hof.

Het besluit waarbij de gemeenschappelijke kas wordt ingericht, wordt aan de Minister van Justitie gezonden; deze doet uitspraak over de bezwaren.

Art. 2. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 87 — 752

16 MARS 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi communale, notamment l'article 199, y inséré par la loi du 11 février 1986;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres, notamment les articles 9, 10, 11 et 13;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget en date du 24 décembre 1986;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 9 de l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Le cycle de perfectionnement ou de recyclage devra comporter des cours, théoriques ou pratiques, et porter sur un programme visant à parfaire les connaissances ou les qualités professionnelles des candidats. Ce programme doit être d'au moins quarante heures.

Un cycle de perfectionnement ou de recyclage dont la durée est inférieure à quarante heures peut toutefois être subventionné au prorata du nombre d'heures dispensées, moyennant l'accord préalable du Ministre de l'Intérieur. »

Art. 2. A l'article 10 du même arrêté les alinéas 2 et 3 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« La subvention par élève est fixée :

1^o pour le cycle de formation des agents de police et gardes champêtres, à 75 000 francs si la durée du cycle dépasse 500 heures et à 50 000 francs si cette durée est comprise entre 300 heures et 500 heures, excepté la durée du stage dans un corps de police;

2^o à 7 000 francs pour le cycle de perfectionnement ou de recyclage;

3^o à 25 000 francs pour les cours de recyclage prévus par l'arrêté royal du 14 novembre 1986 portant les dispositions générales relatives aux conditions de présentation et de nomination au grade de garde champêtre en chef ou à l'emploi de garde champêtre unique et pour les cours de recyclage prévus par l'arrêté royal du 14 novembre 1988 déterminant les conditions de nomination au grade de commissaire de brigade de la police rurale et dont le contenu est déterminé par Notre Ministre de l'Intérieur. »

Art. 3. A l'article 11 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les sommes visées à l'article 10 sont rattachées au chiffre 131,11 de l'indice des prix à la consommation, base 1981 = 100 »;

2^o l'article est complété par les alinéas suivants :

« Ces sommes peuvent comprendre une intervention dans les frais de déplacement des élèves.

Art. 2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
J. GOL

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

N. 87 — 752

16 MAART 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de gemeentewet, inzonderheid op artikel 199, ingevoegd door de wet van 11 februari 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters, inzonderheid op de artikelen 9, 10, 11 en 13;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 24 december 1986;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 9 van het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. De vervolmakings- of bijscholingscyclus moet theoretische of praktische lessen omvatten en bestaan uit een programma dat gericht is op het vervolmaken van de kennis of de beroepsbekwaamheid van de kandidaten. Dat programma moet ten minste veertig uren bedragen.

Een vervolmakings- of bijscholingscyclus waarvan de duur minder dan veertig uren bedraagt kan evenwel gesubsidieerd worden naar rato van het aantal gegeven uren, mits de Minister van Binnenlandse Zaken er vooraf mee instemt. »

Art. 2. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden het tweede en het derde lid vervangen door het volgende lid :

« De subsidie per leerling wordt vastgesteld :

1^o voor de vormingscyclus voor politieagenten en veldwachters, op 75 000 frank als de duur van de cyclus 500 uren overschrijdt, en op 50 000 frank als die duur begrepen is tussen 300 uren en 500 uren, de duur van de stage in een politiekorps niet inbegrepen;

2^o op 7 000 frank voor de vervolmakings- of bijscholingscyclus;

3^o op 25 000 frank voor de bijscholingscursussen bedoeld in het koninklijk besluit van 14 november 1986 houdende algemene bepalingen betreffende de vereisten inzake voordracht en benoeming tot de graad van hoofdveldwachter of tot de betrekking van enige veldwachter en voor de bijscholingscursus bedoeld in het koninklijk besluit van 14 november 1986 tot vaststelling van de voorwaarden voor benoeming tot de graad van brigadecommissaris bij de landelijke politie, waarvan de inhoud bepaald wordt door Onze Minister van Binnenlandse Zaken. »

Art. 3. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De in artikel 10 bedoelde bedragen worden gekoppeld aan het indexcijfer 131,11 van de consumptieprijzen, basis 1981 = 100 »;

2^o het artikel wordt aangevuld met de volgende leden :

« Deze bedragen kunnen een tegemoetkoming in de verplaatsingskosten van de leerlingen omvatten.